

# Soutien aux collègues du canton de Vaud en lutte contre la fermeture d'un foyer

Jeudi, 22. mars 2018

*De: groupe de militants du secteur social à Genève*



**A Genève ou sur Vaud les problématiques sont les mêmes: les jeunes migrants sont considérés avant tout comme des migrants, les transformant en enfant de seconde classe avec moins, ou pas, de droits. Les professionnels ne peuvent que déplorer les conséquences de ces politiques et leur réponse est et doit être la mobilisation collective!**

Message de soutien à l'attention des éducateurs et éducatrices de l'EVAM

Nous les militant-e-s du groupe social du Syndicat des Services Publics de Genève nous vous soutenons et félicitons suite au préavis de grève voté à l'unanimité contre la fermeture d'un foyer destiné aux mineur-e-s non accompagné-e-s requérants d'asile.

Les militant-e-s du groupe social à Genève ne peuvent qu'appuyer cette courageuse décision. Elle permet de visibiliser une problématique largement sous-estimée, à savoir les situations de vie inacceptables vécues par plusieurs centaines de mineur-e-s non accompagné-e-s, qu'ils et elles soient requérant-e-s d'asile ou non, et que cela soit dans le canton de Vaud ou dans le canton de Genève, et probablement dans d'autres cantons en Suisse.

Les conditions d'accueil, d'encadrement et de soutien des RMNA et des MNA sont inadaptées, incomplètes et largement sous-évaluées, ou simplement absentes pour les seconds. Le manque criant de moyens alloués sur le plan scolaire ou aux structures de vie, quand elles ne sont pas purement et simplement fermées comme sur le canton de Vaud, résulte d'une conception étreinte, pour ne pas dire raciste, d'un certain monde politique à l'égard de ces jeunes : ils et elles sont d'abord et avant tout considéré-e-s comme des migrant-e-s, et non comme des mineur-e-s. Dit autrement, il s'agit d'enfants de seconde zone, voire inexistants car sans statut, dont l'intérêt supposément supérieur passe après leur statut de séjour et ce, en violation des conventions internationales pourtant ratifiées par la Suisse.

Par le passé, le SSP-Genève a alerté les pouvoirs publics sur la situation vécue par les RMNA. Les réponses données sont trop lentes et insuffisantes. Ces mineur-e-s continuent de loger dans des containers, dans des conditions d'hygiène et d'encadrement inférieures au standard

admis pour les autres foyers d'éducation de Genève.

Nous appelons tous les professionnel-les du social sur le canton de Vaud et Genève, qu'ils et elles soient éducatrice ou éducateur, assistant ou assistante social-e, animateur ou animatrice, à ne pas rester les bras croisés face à la situation des mineur-e-s non accompagné-e-s, requérant-e-s d'asile ou non.

Vous montrez la voie à suivre pour apporter des changements en profondeur dans l'approche faite par les pouvoirs publics à l'endroit de ces enfants et adolescent-e-s. Cette bataille doit impérativement être menée. Vous vous attachez à la rendre concrète. A nous de suivre votre exemple en multipliant les mobilisations et en renforçant les réseaux de solidarités.

Pour ce faire, nous accueillons tou-te-s les collègues intéressé-e-s et désireux-euses de s'engager à nous rencontrer le premier lundi de chaque mois au SSP.

#### Downloads

22.03.2018 [Lettre de soutien aux collègues vaudois en lutte contre la fermeture d'un foyer](#) PDF (311 kB)